



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection des
Populations de Saône-et-Loire**

**Service Santé Protection Animales et
Environnement**

Unité Environnement et autres filières
24 Boulevard Henri DUNANT
71 000 Mâcon

Mâcon, le 21/03/2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 10/02/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ÉLEVAGE AVICOLE DE LA BARRE

281 route DES BARRES
71 520 Trambly

Références : 2025-00828
Code AIOT : 0057101450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2025 dans l'ÉLEVAGE AVICOLE DE LA BARRE implanté au 281 route DES BARRES 71 520 Trambly. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉLEVAGE AVICOLE DE LA BARRE
- 281 route DES BARRES 71 520 Trambly
- Code AIOT : 0057101450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui (rubrique 3660)
- SIRET : 90823522900014

L'activité de l'élevage avicole de la Barre est réglementairement encadrée par :

- La décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- L'Arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- L'Arrêté préfectoral n°07-04141 du 7 novembre 2007 autorisant Mr René VIVIER à exploiter un élevage de 59 900 animaux équivalents volailles sur le territoire de la commune de TRAMBLY ;
- L'Arrêté préfectoral complémentaire n°2015009-0013 du 9 janvier 2015 autorisant Mr René VIVER à exploiter un élevage de 65 890 animaux équivalents volailles

Contexte de l'inspection :

Récolement suite à mise en demeure – programme pluriannuel de contrôle (établissement à enjeux)

Thèmes de l'inspection :

AN25 Élevages Rétention / AN25 Élevages Stockage / Déchets / Eau de surface / Fertilisation / Fuite dans le milieu / Risque incendie / Stratégie de défense incendie

Lors de l'inspection, il a été contrôlé, de façon non exhaustive, le respect des prescriptions définies dans les textes réglementaires sus-cités qui encadrent l'activité de l'élevage avicole de la Barre.

L'élevage faisait également l'objet d'un arrêté préfectoral mettant en demeure l'exploitant de réaliser plusieurs actions correctives dans des délais impartis (APMD n°DCL-BRENV-2023-025-1 du 25 janvier 2023). L'inspection a donc porté sur la vérification des mesures correctives demandées.

De façon concomitante, l'élevage de volailles a également fait l'objet d'une inspection sur le respect des prescriptions réglementaires relatives à la protection animale et à la biosécurité. Ces thématiques, relatives au Code rural et de la pêche maritime, font l'objet de rapports distincts qui ont été transmis séparément à l'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

L'élevage avicole de la Barre est un élevage globalement bien entretenu. Néanmoins, plusieurs non-conformités ont été relevées, dont des non-conformités déjà relevées lors de la précédente inspection et qui n'ont toujours pas été corrigées malgré la transmission d'un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD n°DCL-BRENV-2023-025-1 du 25 janvier 2023). **Il est octroyé à l'exploitant un délai supplémentaire pour se mettre en conformité. À défaut d'une mise en conformité dans les délais imposés, un procès verbal de constatation d'infractions sera transmis au procureur de la République et des sanctions administratives pourront également être proposées au Préfet conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.**

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 3
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2015009-0013 du 09/01/2015 article n°1
- Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46

Thème(s) : Élevage, Dossier**Prescription contrôlée :****AM :**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

AP :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

APC :

Monsieur René VIVER dont le siège social est situé au lieu-dit « la Barre » 71 520 TRAMBLY est autorisé sous réserve des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2111-1 à exploiter un élevage de 65 890 animaux équivalents volailles.

Code de l'environnement :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Mr VIVIER Jean-Marie a repris l'exploitation de son père le 01/01/2022 sous le nom de l'élevage avicole de la Barre.

L'installation dispose de 4 bâtiments d'élevage. Les dernières fiches de mises en place ont été consultées :

- Bâtiment B1 (INUAV VO71AKW) 14 790 poulets mis en place le 07/02/25
- Bâtiment B2 (INUAV VO71AWQ) 13 464 poulets mis en place le 27/01/25 (bâtiment inspecté)
- Bâtiment B3 (INUAV VO71BGH) 14 892 poulets mis en place le 05/02/25
- Bâtiment B4 (INUAV VO71BGI) vide le jour de l'inspection.

Soit 43 146 poulets présents le jour de l'inspection.

La durée d'élevage d'un lot varie de 45 à 56 jours (27 jours pour les coquelets).

Élevage de poulets de chair exclusivement à l'exception de la mise en place d'un lot de pintades une fois par an en mars/avril. L'exploitant ne réalise plus d'élevage de canards.

L'exploitant informe l'inspection atteindre un effectif maximum lorsque tous les bâtiments sont exploités de 65 280 poulets. Cependant, sur certains lots (2 bâtiments sur les 4 concernés et environ 2 lots sur 4) l'exploitant peut également produire des coquelets (abattage à 27 jours), l'effectif est alors plus important sur ces lots. La demande peut atteindre, selon les dires de l'exploitant 6 000 coquelets. L'exploitant souhaiterait donc augmenter l'effectif maximum autorisé pour atteindre 71 280 emplacements afin d'intégrer la production de coquelets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un porter à connaissance dans lequel il précisera les modifications souhaitées par rapport à l'activité autorisée initialement. Il y précisera sa demande d'augmentation d'effectif et détaillera notamment les impacts de cette augmentation sur les points suivants :

- la quantité d'effluents produits et il démontrera le dimensionnement suffisant du plan d'épandage actuel ;
- la quantité d'eau consommée ;
- l'évolution du nombre de transport d'animaux et de livraison d'aliment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-I
- Arrêté préfectoral complémentaire n°201509-0013 du 09/01/2015 article 3

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

AM :

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

-100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite

à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;

- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation - en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;

- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.

APC :

En dérogation M.VIVIER RENE est autorisé à déroger aux distances fixées à l'article n°5 de l'arrêté du 27 décembre 2013 et à procéder aux constructions suivantes à moins de 100 m de 5 tiers conformément au plan annexé au présent arrêté :

1- extension du local technique existant afin de permettre l'installation d'un disconnecteur et d'une cuve double paroi

2- création d'une aire de lavage avec mise en place d'une poche de 40 m³ pour récupérer les eaux de lavage.

Constats :

Conforme à la dérogation de distance accordée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6

- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 5-2 ; 8 ; 11

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Constats :

Le site est peu visible par les tiers et bien entretenu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

Constats :

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 – Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Locaux propres et bien entretenus. Aucune trace de nuisibles n'a été constatée le jour de l'inspection. Le dernier enregistrement concernant le plan de lutte contre les nuisibles date du 08/01/25. Cependant, aucun appât n'a été constaté aux emplacements vérifiés autour des bâtiments et mentionnés sur le plan. Ce qui signifie que les appâts ont été consommés. Par courriel daté du 12/02/25 l'exploitant a précisé que des appâts ont été remis dans toutes les zones identifiées sur le plan et qu'un achat de boîtes pour mettre les appâts est envisagé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à disposer dans des boîtes fermées prévues à cet effet les appâts destinés à lutter contre la prolifération des nuisibles et veiller à renouveler les appâts en cas de consommation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I – Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 10
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières », des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.
Constats : L'aliment est livré par les établissements SIRUGUE et est stocké dans les silos verticaux disposés à côté de chaque bâtiment d'élevage. Les 4 bâtiments disposent d'une dalle béton sur laquelle est apposée une litière constituée de copeaux de bois. Le lavage des bâtiments est effectué sur la litière en place.

Le fumier de volailles est enlevé du bâtiment dès la sortie des volailles et est repris par l'EARL les LABORIERS et le GAEC sur le PONT de Trambly.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le fumier de volailles est enlevé du bâtiment dès la sortie des volailles et est repris par l'EARL les LABORIERS et le GAEC sur le PONT de Trambly. Absence de stockage sur le site.</p> <p>Le site dispose d'une aire de lavage équipée d'une réserve de 40 m³ destinée à récupérer les eaux de lavage. En dehors des périodes de lavage les eaux qui s'écoulent sur cette aire rejoignent le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Accessibilité de l'installation

<p>Référence réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 – Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 16-1
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme, site d'élevage facilement accessible. Absence d'entrave à la circulation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 et 14
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 16-2
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2015009-0013 du 9 janvier 2015 article 5
- Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-025-1 du 25 janvier 2023

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

AM :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. [...]

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

[...]

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

APC :

L'établissement dispose pour assurer la défense extérieure contre l'incendie :

- soit d'un poteau incendie normalisé de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment ne soit pas supérieure à 200m ;
- soit d'une réserve d'eau de 120 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 200 m.

En tout état de cause, une réserve d'une capacité de 120 m³ ou un poteau incendie devra être mis en place avant le 30/06/2015 afin de respecter les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté du 27 décembre 2013.

APMD :

- Réaliser la vérification des 6 extincteurs présents sur site (délai : trois mois à compter de la notification du présent arrêté)
- Mettre en place une réserve incendie de 120 m³ afin de répondre aux exigences du SDIS.

Constats : Vérification des extincteurs réalisée à l'issue de la visite d'inspection, le 05/03/2025 par la société SD PROTEC. La réserve incendie n'a toujours pas été installée. L'exploitant a transmis à l'inspection un devis relatif à l'installation d'un poteau incendie. Un rendez-vous avec le SDIS doit être réalisé prochainement afin de vérifier la compatibilité de ce poteau avec les besoins de l'installation. Présence d'un bouton d'arrêt de l'alimentation électrique dans le SAS Sanitaire de chaque bâtiment ainsi qu'un arrêt dans le local technique. Chauffage des bâtiments au gaz. Vannes de barrage gaz présentes au niveau du local sanitaire et en façade de chaque bâtiment d'élevage ainsi que sur les deux cuves de gaz directement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'installation doit disposer pour assurer la défense extérieure contre l'incendie : - soit d'un poteau incendie normalisé de 100mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m ³ /h sous une pression de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment ne soit pas supérieure à 200 m ; - soit d'une réserve d'eau de 120 m ³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 200m.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : - Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 - Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 16-3
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.[...]
Constats : Absence de salarié ou de stagiaire sur le site. Mr VIVIER Jean-Marie exploite seul le site et son père Mr VIVIER René (ancien exploitant du site) le remplace ou lui vient en aide en cas de nécessité. D'après le précédent rapport d'inspection, les installations électriques avaient fait l'objet d'une vérification par la société Matériel Élevage Forézien le 27/09/21. L'exploitant n'a pas démontré la mise en œuvre des actions correctives vis-à-vis des non-conformités relevées dans le rapport correspondant. Il n'a pas été présenté de justificatif de vérification par un professionnel de l'installation de chauffage au gaz.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service d'inspection un justificatif d'un professionnel attestant la conformité des installations électriques de l'intégralité du site d'élevage ainsi que de l'installation de chauffage au gaz ou, en cas de non-conformité, mettre en œuvre les actions correctives qui seront préconisées par le professionnel et transmettre les justificatifs correspondants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
Constats : Panneaux d'interdiction affichés à l'entrée des SAS sanitaires de tous les Bâtiments et chaînes présentent entre les bâtiments. Le local technique dans lequel sont notamment stockés les différents produits dangereux n'est pas fermé à clés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à maintenir fermé à clés le local technique contenant notamment les produits dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Dès réception du présent rapport

N° 12 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I et II – Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 8 ; 17-2 et 17-3 – Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-025-1 du 25 janvier 2023
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : AM : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. – Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; – 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. II. – Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à

<p>une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand récipient ; – 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.</p>
<p>Arrêté préfectoral de mise en demeure : Placer les produits de nettoyage et de désinfection sur rétention (délai dès la notification de l'arrêté du 25/01/2023)</p>
<p>Constats :</p> <p>Produits dangereux placés sur caillebotis dans un local technique dédié mais non associés à une rétention. Le local n'est pas fermé à clé (cf item précédent).</p> <p>Produits incompatibles stockés à proximité (exemple DT Mousse (base) et AG PA 5 utilisé pour la désinfection de l'eau de boisson des animaux et la désinfection des circuits d'eau de boisson des animaux). Du dioxyde de chlore (SANA2) est ajouté à l'eau de boisson des volailles. Le bidon utilisé n'était pas placé sur rétention.</p> <p>Présence d'une cuve double paroi au niveau du local technique pour le stockage du fuel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Placer l'intégralité des produits dangereux sur une rétention de volume adapté et ne pas associer à la même rétention des produits incompatibles. Fermer à clé le local contenant les produits dangereux (cf item précédent)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation, compteur, disconnecteur)

<p>Référence réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 et 18 – Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 18 – Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs : MTD n°5 et 6
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.[...]</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>

Constats :

L'installation d'élevage est raccordée au réseau d'adduction public et également selon les explications de l'exploitant, depuis plusieurs années, à deux forages dont l'un dispose d'une profondeur supérieure à 50 mètres. L'exploitant ne recourt au réseau public qu'en cas d'alimentation insuffisante en provenance des forages.

Chaque arrivée d'eau dispose d'un compteur spécifique qui est relevé quotidiennement par l'exploitant (vu carnet de relevé non informatisé).

Présence d'un disconnecteur sur l'arrivée d'eau du réseau.

Les forages n'ont pas fait l'objet de déclaration préalable à leur mise en place auprès du service d'inspection ni du service police de l'eau de la DDT.

La protection de l'arrivée d'eau des deux forages n'a pas pu être vérifiée.

L'exploitant a transmis les factures d'eau provenant du réseau d'adduction public qui indiquent une consommation de novembre 2023 à novembre 2024 de 157 m³.

L'abreuvement des volailles est effectué à l'aide d'un système de goutte-à-goutte afin d'éviter le gaspillage d'eau. Nettoyage réalisé à l'aide d'un karcher pour limiter la consommation d'eau.

En cas de consommation supérieure à 400 L/ h une alarme alerte l'exploitant de la présence d'une fuite. Utilisation efficace de l'eau conformément à la MTD n°5.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant devra procéder à la régularisation administrative des forages mis en place sans déclaration préalable en transmettant aux services de la DREAL un formulaire cas par cas pour le forage d'une profondeur supérieure à 50m ainsi que tous les renseignements relatifs à ces ouvrages détaillés dans le document joint au courrier d'accompagnement du présent rapport ;
- L'exploitant justifiera la présence d'un dispositif de disconnexion sur les deux arrivées d'eau provenant des forages permettant d'éviter un retour d'eau susceptible d'être polluée dans les nappes de prélèvement correspondantes

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé

Constats :

Les forages n'ont pas fait l'objet de déclaration préalable à leur mise en place auprès du service d'inspection ni du service police de l'eau de la DDT.

L'exploitant a indiqué que les deux têtes de forage se situaient dans un pré à proximité de l'installation. Leurs caractéristiques n'ont pas été inspectées.

Type de suites proposées : Avec suites cf item précédent

N° 15 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I, II, III et IV

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage

sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques.
Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.

Constats :

Les 4 bâtiments disposent d'une dalle béton sur laquelle est apposée une litière constituée de copeaux de bois. Le lavage des bâtiments est effectué sur la litière en place.

Le fumier de volailles est enlevé du bâtiment dès la sortie des volailles et est repris par l'EARL les LABORIERS et le GAEC sur le PONT de Trambly. Le fumier est stocké au champ avant épandage ou directement épandu si les conditions le permettent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Constats :

Les bâtiments d'élevage ne sont pas équipés de gouttières. Absence d'aire d'exercice des volailles, élevage en bâtiment uniquement. Des drains sont mis en place autour des bâtiments d'élevage afin de collecter les eaux de pluies qui ruissellent sur les toitures avant rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 20
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

25- Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

26- Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.

Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.

L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.

Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :

- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;
- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;
- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;
- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

Constats :

Le fumier de volailles est enlevé du bâtiment dès la sortie des volailles et est repris par l'EARL les LABORIERS et le GAEC sur le PONT de Trambly pour épandage sur les parcelles définies dans le plan d'épandage. Idem pour les eaux usées des SAS sanitaires et de l'aire de lavage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Plan d'épandage**Référence réglementaire :**

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a / c / d
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 20-4 ; 20-5
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2015009-0013 du 09/01/2015 article 4
- Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-025-1 du 25 janvier 2023

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :**APC :**

L'article 20-4 de l'arrêté d'autorisation n°07-04141 du 7 novembre 2007 est modifié comme suit :
« L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage modifié transmis à l'inspection des installations classées le 18 juillet 2014. La surface totale du plan d'épandage modifié par l'ajout de parcelles ressort à une surface épandable de 226,17 ha. »

Toute modification du plan d'épandage par ajout ou échange de parcelles est portée à la connaissance du Préfet pour une nouvelle instruction avant réalisation des opérations d'épandage.

AM :

2-a°) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :

- identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;
- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;
- calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents ;

c°) Le plan d'épandage est constitué :

- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ;
- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;
- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ;

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;

d°) Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

APMD : Mettre à jour les conventions d'épandage (délai trois mois à compter du 25/01/2023)

Constats :

Le dernier plan d'épandage ayant fait l'objet d'une autorisation préfectorale date de juillet 2014 et comprend une SAU de 287,48 ha (dont 278,16 ha mis à disposition) et une SPE de 226,17 ha (dont 217,29 ha mis à disposition) appartenant à deux exploitations distinctes : GAEC de l'OREE DU BOIS et GAEC sur le PONT. 8,88 ha de SPE appartiennent à l'exploitation de l'élevage avicole.

Les parcelles de ce plan se situent sur les communes de Trambly, Matour, Saint-Léger Sous Buissière, Saint-Pierre le Vieux et Dompierre les Ormes.

Le besoin annuel pour l'épandage est évalué à 79,2 ha.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis les conventions de mise à disposition mises à jour. Le GAEC sur le Pont et le GAEC des LABORIERS (anciennement GAEC l'Orée du BOIS) reprennent toujours les effluents de l'élevage. La surface totale mise à disposition est identique et s'élève à 125,16 ha pour l'EARL Les LABORIERS et 153 ha pour le GAEC sur le PONT.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de l'augmentation de l'effectif animal sollicitée par l'exploitant, une mise à jour de la démonstration du dimensionnement suffisant du plan d'épandage est demandée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I et II
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 21 ; 22
- Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs : MTD n°11 et n°27 (poussières) et n°13 (odeur)

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

AM :

I- Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont prosrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

II- Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes

Directive IED :

Meilleures techniques sur lesquelles s'est engagé l'exploitant dans son dossier de réexamen.

Constats :

Le taux de poussière n'est pas élevé. On peut voir facilement le fond du bâtiment depuis la porte du SAS. Le taux de CO₂ moyen relevé à partir de 4 mesures à différents endroits du bâtiment est de 2812 ppm (variant de 2700 à 2909). Le taux de NH₃ n'a pu être relevé en raison d'un dysfonctionnement de l'appareil de mesure.

La ventilation est assurée par le fonctionnement d'une turbine et de 7 ventilateurs ainsi que des « volets » dont l'ouverture est réglée automatiquement en fonction du paramétrage de l'exploitant relatif au besoin de renouvellement de l'air. 3 échangeurs d'air sont également présents et fonctionnent en permanence. L'évacuation de l'air se fait en faîtage et en pignon pour les bâtiments B1 et B4.

Un système de brumisation est présent et peut être utilisé en cas de fortes chaleurs.

Absence de nuisance olfactive constatée le jour de l'inspection. Les fientes sont évacuées juste après le départ des animaux (cf MTD n°13).

Conformément au dossier de réexamen IED :

MTD n°11

- La litière utilisée est composée de copeaux de bois ce qui permet de réduire la quantité de poussière ;
- La nourriture des animaux est distribuée à volonté ;
- L'aliment est distribué sous forme de miette ou granules ;
- Un système de brumisation est installé dans chaque bâtiment.

Le module GEREP n'est pas complété concernant les émissions de poussières cf item «GEREP / déclaration Émissions atmosphériques d'ammoniac » du rapport d'inspection (MTD n°27)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Bruit

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-1 et 2
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 Titre H

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

32-1 – Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T / ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en db (A)

T < 20 minutes/ 10

20 minutes ≤ T < 45 minutes/ 9

45 minutes ≤ T < 2 heures/ 7

2 heures ≤ T < 4 heures/ 6

T ≥ 4 heures/ 5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à

l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

32-2 - Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :

L'urgence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;

- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'urgence.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

Constats :

Absence de mesure réalisée par l'inspection.

Il n'est pas constaté lors de l'inspection de bruit pouvant être à l'origine de nuisance pour le voisinage. Aucune plainte n'a été transmise au service d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33, 34 et 35

- Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 titre G

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Art 33 :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;

- trier, recycler, valoriser ses déchets ;

- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Art 34 :

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envois, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de

l'environnement, spécialité installations classées.

Art 35 :

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

Constats :

Conforme.

L'exploitant a fait appel à l'équarrisseur SARIA-SECANIM SUD EST CURGY en 2024 puis depuis 2025 à PROVALT pour l'enlèvement des cadavres.

Les cadavres sont stockés dans un congélateur puis, le jour du passage de l'équarrisseur ils sont mis dans un bac spécifique. Le bac d'équarrissage a été constaté propre. Les derniers bons d'enlèvement de l'équarrissage ont été présentés (08/01/25 et 31/01/25).

Déchets vétérinaires repris par le vétérinaire. Absence de brûlage à l'air libre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire :

– Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37

– Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 20-6

– Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-025-1 du 25 janvier 2023

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;

2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;

3. Les dates d'épandage ;

4. La nature des cultures ;

5. Les rendements des cultures ;

6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;

7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;

8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

<p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>APMD : Mentionner l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes sur les bordereaux de reprise des effluents par les prêteurs de terres. (délai : à partir du prochain épandage)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le fumier de volailles est enlevé des bâtiments dès la sortie des volailles et est repris par l'EARL les LABORIERS et le GAEC sur le PONT de Trambly.</p> <p>Le lavage des bâtiments est effectué sur la litière en place.</p> <p>Absence de stockage du fumier sur le site. Le fumier est stocké au champ sur les parcelles du plan d'épandage ou directement épandu si les conditions le permettent.</p> <p>Les bordereaux présentés lors de l'inspection ne sont pas complétés. L'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage épandus et les quantités d'azote correspondantes ne sont pas précisés sur les bordereaux de reprise des effluents par les prêteurs de terre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mentionner sur les bordereaux de reprise des effluents par les prêteurs de terre établis au plus tard à la fin du chantier d'épandage : l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : Dès les prochains épandage</p>

N° 23 : GEREP / déclaration Émissions atmosphériques d'ammoniac

<p>Référence réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 – Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets – Arrêté préfectoral d'autorisation n°07-04141 du 07/11/2007 art 26 – Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL-BRENV-2023-025-1 du 25 janvier 2023
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. «L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p> <p>AM du 31/01/2008 : Déclaration annuelle des déchets et des émissions polluantes dans l'air, l'eau et le sol.</p> <p>APMD : Réaliser la déclaration des émissions polluantes pour l'année 2022 sur l'outil GEREP</p>

Constats :

Non conforme, les déclarations annuelles des émissions polluantes ne sont pas réalisées sur l'interface GERE. L'exploitant doit transmettre, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit déclarer chaque année sur GERE les émissions polluantes dans l'air, l'eau et le sol dont les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale. L'exploitant doit transmettre, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois
